

Jugement N°094/19/CJ/SII/TCC

du 25 avril 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0768

-----

Etablissement TRINITY FINANCE  
(*Me Hyppolite YEDE*)

C/

Banque Atlantique BENIN SA  
(*Me Roméo GODONOUN*)

-----

OBJET

Paielement

## REPUBLIQUE DU BENIN

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

#### SECTION II

#### CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**Président** : Romain KOFFI

**Assesseurs** : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public** : Mario Elonm METONOU

**Greffier** : Louis K. HOUNGBO

Débat le 18 avril 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 25 avril 2019;

#### PARTIES EN CAUSE

##### DEMANDEUR :

**Etablissement TRINITY FINANCE**, immatriculée au RCCM sous le numéro 24.172-A, dont le siège social est sis à Cotonou, carré 165 Avenue Van Vollen Hoven 01 BP 73 Cotonou, Tél : 21 31 79 39 représenté par Jean Yves FABOUMY, associé gérant, agissant ès qualité, demeurant et domicilié au siège dudit Etablissement ;

*Assisté de Maître Hyppolite YEDE, Avocat au Barreau du Bénin ;*

##### DEFENDERESSE :

**Banque Atlantique Bénin SA**, société anonyme avec conseil d'administration au capital de 16.000.000.000FCFA, immatriculée au RCCM sous le n°RB/COT/07B1351, IFU 3200900819214, dont le siège social est sis à Cotonou, rue du Gouverneur Bayol, 08 BP 0682 Cotonou, prise en la personne de son Directeur

Général, demeurant et domicilié ès qualité au siège de ladite banque ;

*Assistée de Maître Roméo GODONOU, Avocat au Barreau du Bénin ;*

### **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;

Oùï les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 04 décembre 2018, l'Etablissement TRINITY FINANCE a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Banque Atlantique Bénin pour obtenir le paiement de la somme de 50.000.000FCFA à titre de dommages – intérêts ;

Au soutien de son action, l'Etablissement TRINITY FINANCE expose qu'exerçant dans le domaine de transfert de fonds, elle a conclu un contrat de sous-représentation avec la Banque Atlantique Bénin le 18 mai 2011 aux fins de procéder sous certaines conditions aux opérations de transfert d'argent via Western Union ;

Que la Banque Atlantique Bénin a désactivé le fonctionnement envoi Western Union dans son système le 13 septembre 2018 au motif que le solde de son compte est débiteur ;

Que la Banque Atlantique n'a répondu à son interpellation du 19 septembre 2018 sur les motifs de la désactivation que le 1<sup>er</sup> octobre 2018 ;

Qu'il a subi des préjudices importants ;

Que la Banque Atlantique Bénin qui est son cocontractant ne peut lui dénier la capacité pour agir en justice ;

La Banque Atlantique Bénin demande l'annulation de l'acte introductif d'instance et soulève l'irrecevabilité de l'acte de l'établissement TRINITY FINANCE ;

Elle précise que l'Etablissement n'a ni personnalité juridique ni capacité pour agir en justice ;

### **Sur l'acte introductif d'instance**

Attendu que l'article 195 de la loi n° 2008-07 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose :  
« *Constituent des irrégularités de fond affectant la validité de l'acte:*

*- le défaut de capacité d'ester en justice;*

*- le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant, soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'une incapacité d'exercice;*

*- le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice » ;*

Attendu que seule une personne morale disposant d'une personnalité juridique peut disposer d'une capacité d'ester en justice ;

Attendu qu'un Etablissement n'est que la dénomination sous laquelle, une personne exerce une activité commerciale ;

Qu'en tant que tel, un Etablissement n'a pas une existence juridique ;

Qu'il ne dispose ni de la personnalité juridique encore moins de la capacité d'ester en justice ;

Que dès lors, l'exploit introductif d'instance du 04 décembre 2018 mérite annulation en ce qu'il est intervenu à la requête de de l'Etablissement TRINITY FINANCE ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Annule l'exploit introductif d'instance du 04 décembre 2018 ;

- Condamne les Etablissements TRINITY FINANCE aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**